

---

## **Rapport du Président sur une proposition de don, au titre du guichet régional, au Réseau Billital Marobé pour le programme L'eau pour la paix: Accès inclusif et durable à l'eau dans les zones pastorales touchées par des crises multidimensionnelles**

Numéro du projet: 2000004756

---

Cote du document: EB 2024/LOT/G.10

Date: 25 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

### **POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 21.

---

---

#### **Questions techniques:**

**Ashley Davidson**

Spécialiste régionale  
Afrique de l'Ouest et du Centre  
courriel: a.davidson@ifad.org

**Fanny Grandval**

Spécialiste technique régionale principale,  
institutions rurales  
Division production durable, marchés et institutions  
courriel: f.grandval@ifad.org

---

*Des informations complémentaires sur le partenariat du FIDA avec les organisations paysannes dans le cadre du Forum paysan sont disponibles à l'adresse suivante:  
<https://www.ifad.org/fr/farmers-forum>.*

# Rapport du Président sur une proposition de don, au titre du guichet régional, au Réseau Billital Maroobé pour le programme L'eau pour la paix: Accès inclusif et durable à l'eau dans les zones pastorales touchées par des crises multidimensionnelles

## I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA sur les dons ordinaires

1. Le système d'élevage pastoral est une source importante de revenus et d'activités économiques en Afrique de l'Ouest et du Centre. La population du Sahel compte entre 10 et 20% d'éleveurs pastoraux, qui produisent environ 60% de la viande et des produits laitiers consommés en Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>. Les pasteurs sont particulièrement vulnérables aux effets conjugués des changements climatiques, de la croissance démographique, de la fragilité et de l'insécurité<sup>2</sup>. La grande fragilité qui prévaut dans les zones pastorales traditionnelles a bouleversé les parcours de migration traditionnels (la transhumance) et les arrangements sociaux entre agriculteurs et pasteurs, ce qui a exacerbé les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, en particulier à l'eau.
2. Cette proposition de don a pour objectif de mobiliser une organisation pastorale faïtière, bien implantée à l'échelle régionale et dotée des capacités nécessaires pour appuyer des interventions communautaires en faveur de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix entre les pasteurs et les agriculteurs des pays du Sahel et des pays côtiers limitrophes. Pour cela, des investissements seront réalisés dans les systèmes hydrauliques, des accords sociaux participatifs en lien avec la gestion des systèmes hydrologiques le long des sentiers pastoraux seront conclus et des services connexes utiles aux éleveurs pastoraux et basés sur des systèmes de surveillance et d'alerte et d'innovations numériques leur seront fournis.
3. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique sur les dons ordinaires du FIDA (2021)<sup>3</sup>. Il contribue principalement au domaine d'engagement prioritaire n° 2: placer un accent stratégique sur les situations de fragilité, les conflits et le renforcement de la résilience. Ce don contribuera également aux domaines d'engagement 3 (nouer des partenariats stratégiques) et 5 (pérenniser les résultats et les transposer à plus grande échelle), ce qui permettra au FIDA de renforcer ses partenariats régionaux et de développer les capacités des organisations pastorales locales<sup>4</sup>. Ceci favorisera à long terme la durabilité des résultats testés et éprouvés et leur transposition à plus grande échelle.
4. Le bénéficiaire du don a été désigné par sélection directe, approuvée par le Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques le 6 décembre 2023. Le Réseau Billital Maroobé (RBM) est la seule organisation de producteurs transnationale exclusivement consacrée à la défense de la cause des pasteurs transhumants en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel. En sa qualité de réseau transnational, le RBM rassemble plus de 75 organisations pastorales, constituées de 750 000 membres et bénéficiant à plus de 2 millions de pasteurs. Le RBM est le partenaire de choix pour la plupart des institutions régionales et internationales, y compris dans le cadre des interventions du FIDA, notamment le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C) et le Projet d'assistance aux familles d'éleveurs

<sup>1</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique 2017. Nouveau pastoralisme marginal: Conflits, insécurité et développement dans la Corne de l'Afrique et le Sahel.

<sup>2</sup> Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). 2017.

<sup>3</sup> Voir le document EB 2021/132/R3.

<sup>4</sup> Voir les documents EB 2021/132/R.3 et EB 2021/134/R.13.

confrontées aux effets cumulés de la soudure pastorale, de l'insécurité et de la pandémie de COVID-19 (PAS2P), récemment mis en œuvre dans le cadre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres. Il a aussi été l'un des partenaires stratégiques du FIDA à l'occasion du Forum paysan.

## II. Le programme proposé

5. L'objectif général du programme est de promouvoir la cohésion sociale intercommunautaire entre les exploitants agricoles et les éleveurs en contexte de fragilité. Pour cela, il améliorera l'accès aux ressources hydrauliques et en renforcera la gestion inclusive et équitable dans le cadre d'accords sociaux, et améliorera l'accès au suivi et aux services pastoraux. Le programme vise à :
  - i) Tester une nouvelle approche participative<sup>5</sup> en vue de renforcer la cohésion sociale dans les zones pastorales et agropastorales et mettre en place des processus efficaces pour définir les besoins en eau et s'accorder sur le lieu d'implantation, la construction, l'exploitation et la gestion d'infrastructures hydrauliques pastorales pour faciliter l'accès à l'eau;
  - ii) Améliorer la disponibilité de l'eau tout en promouvant un accès efficace et équitable à des points d'eau permanents pour garantir la mobilité du bétail et réduire les conflits liés à la concurrence pour l'eau et les ressources pastorales;
  - iii) Développer, tester et documenter la prestation de services aux éleveurs pastoraux, y compris des systèmes de surveillance et d'alerte et des innovations numériques.
6. Le groupe de bénéficiaires direct sera composé de 12 800 éleveurs pastoraux et agropastoraux, dont 50% de femmes et 60% de jeunes. L'intervention ciblera les communautés pastorales et agropastorales, y compris les personnes déplacées, dans le Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger) et les régions septentrionales des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo), où la situation actuelle est caractérisée par : i) une fragilité accrue; ii) une perturbation généralisée des systèmes de mobilité du bétail; iii) l'intensification de la transhumance transfrontalière, qui consiste à rechercher de nouvelles destinations et de négocier des accords sociaux avec les populations des zones que les pasteurs transfrontaliers n'ont pas l'habitude de fréquenter (ce qui accroît le risque de conflits potentiels). Le ciblage ultérieur reposera sur une analyse de la sensibilité aux conflits, fondée sur un processus inclusif et participatif réunissant des agriculteurs, des autorités locales, des services techniques décentralisés, des autorités administratives, des chefs traditionnels et des représentants de la société civile.
7. Les bénéficiaires indirects sont :
  - i) Les autorités locales dans les zones d'intervention, les services techniques décentralisés et les administrations centrales;
  - ii) Le secteur privé national et local, qui a besoin de stabilité et de cohésion sociale pour se développer;
  - iii) Les institutions infrarégionales chargées de promouvoir l'intégration économique.

---

<sup>5</sup> L'approche participative consistera à mobiliser le soutien de toutes les parties prenantes en amont (producteurs ruraux, autorités locales, services techniques décentralisés, administration territoriale, forces de défense et sécurité, etc.).

8. Le programme, dont l'exécution s'étalera sur trois ans, comprendra les composantes suivantes, qui contribuent toutes à la cohésion sociale, à l'amélioration de l'accès à l'eau et à une meilleure gestion des ressources naturelles, ainsi qu'à la production de savoirs destinés à éclairer les interventions et politiques publiques:
- i) **Composante 1: déploiement d'approches innovantes en matière d'élaboration d'accords sociaux et de mise en place d'infrastructures hydrauliques.**
    - Cette composante comprendra des activités liées, d'une part, à l'élaboration d'approches de négociation d'accords sociaux relatifs aux infrastructures hydrauliques et, d'autre part, à la construction de nouveaux points d'eau destinés à être utilisés à la fois par les agriculteurs et par les éleveurs pastoraux.
  - ii) **Composante 2: prestation de services utiles aux éleveurs pastoraux fondés sur l'utilisation de systèmes de surveillance et d'alerte et d'innovations numériques.**
    - Cette composante supposera de fournir des services d'appui aux pasteurs et aux personnes affectées par leurs chemins de transhumance, y compris dans le but d'améliorer la traçabilité et de protéger les actifs et les moyens d'existence des pasteurs pendant leurs déplacements.
  - iii) **Composante 3: gestion de projet et suivi-évaluation.**

### III. Effets directs et produits escomptés

9. Les effets directs escomptés du programme sont les suivants:
- i) Nombre et utilisation accrus d'accords sociaux négociés engageant toutes les parties prenantes dans la construction d'infrastructures pastorales;
  - ii) Accès amélioré aux points d'eau, favorisant la mobilité du bétail et réduisant les conflits liés à l'accès aux ressources pastorales;
  - iii) Disponibilité et utilisation accrues des services et des outils numériques, qui améliorent le suivi du pastoralisme transhumant et les conditions dans lesquels il se déroule.
10. Les produits escomptés de la composante 1 du programme sont les suivants:
- i) Analyse et application d'approches de négociation d'accords sociaux intercommunautaires relatifs aux investissements dans les infrastructures hydrauliques;
  - ii) Réalisation d'investissements hydrauliques pastoraux (puits, abreuvoirs, bassins temporaires) et mise en place de couloirs de transhumance (marquage des couloirs, points d'eau et zones de stationnement du bétail);
  - iii) Mise en place de dispositifs de consultation transfrontalière.
11. Les produits escomptés de la composante 2 du programme sont les suivants:
- i) Diffusion de l'outil de suivi de la transhumance, un outil de collecte de données créé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en partenariat avec le RBM pour mieux comprendre la transhumance et étayer les réponses préventives locales apportées aux acteurs et décideurs locaux;
  - ii) Présentation à 1 000 éleveurs de l'application Betacliv, qui utilise une puce numérique implantée dans chaque animal pour en contrôler l'état de santé (vaccination, traitements) et tracer sa localisation pour réduire les risques de vol;

- iii) Conclure des contrats avec des vétérinaires privés et des réseaux locaux de santé animale pour vacciner 60 000 bovins et 30 000 petits ruminants;
- iv) Aider 800 éleveurs transhumants à obtenir des documents d'état civil dans les sites d'accueil.

#### **IV. Modalités d'exécution**

12. Le RBM sera le bénéficiaire direct du don. L'équipe de coordination technique régionale du RBM assurera la coordination globale du programme. Ses tâches sont les suivantes: i) dialogue stratégique avec toutes les parties prenantes du programme, dont conclusion d'accords avec le donateur et les partenaires; ii) organisation de réunions de consultation et d'ateliers; iii) suivi de l'exécution budgétaire et des audits; iv) suivi-évaluation des activités; v) élaboration de rapports annuels (fondés sur les rapports de pays consolidés) et du rapport final; vi) organisation d'évaluations externes et internes.
13. Les antennes nationales du RBM appuieront l'exécution des activités sur le terrain aux niveaux politique et stratégique. Elles développeront des relations de collaboration et faciliteront le dialogue, y compris avec les organisations pastorales.
14. Les organisations paysannes exécuteront certaines activités dans les différents pays d'intervention choisis, sous la coordination directe de l'équipe de coordination technique régionale du RBM. Citons notamment la mobilisation communautaire et la conduite de négociations sociales pour l'identification des travaux, entre autres services. Les décaissements seront versés par le RBM aux organisations paysannes en plusieurs fois. Ils seront soumis à des obligations de déclaration établies dans les protocoles d'accord conclus entre le RBM et ses membres. Conformément à cette procédure, toutes les activités confiées aux organisations paysannes seront soumises à une supervision régulière par l'équipe de coordination technique régionale du RBM. Les organisations paysannes membres des antennes nationales du RBM développeront des relations de collaboration avec les acteurs locaux, participeront à la sélection des zones d'intervention du programme et mobiliseront des bénéficiaires pour les activités sur le terrain.
15. L'économiste régional supérieur et spécialiste régional de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre sera chargé d'assurer la bonne gestion de chaque accord de don, en étroite collaboration avec la spécialiste technique régionale principale (institutions rurales) et la spécialiste technique mondiale (élevage) de la Division production durable, marchés et institutions.
16. Les exigences relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux exigences standard.
17. Le RBM élaborera un plan de travail et des budgets annuels tout au long de la période d'exécution du programme. Le plan de passation des marchés sera également disponible et soumis au FIDA pour faciliter le démarrage rapide des activités. Le RBM soumettra au FIDA des rapports financiers intermédiaires et des rapports techniques tous les six mois, ainsi qu'un rapport final à la fin de la période d'exécution.
18. À chaque exercice, l'équipe financière du RBM établira par ailleurs les états financiers relatifs aux opérations, aux ressources et aux dépenses du programme. L'audit des comptes du programme sera effectué chaque année par un cabinet comptable indépendant qualifié, recruté par l'équipe du programme et entériné par le FIDA en fonction du mandat que ce dernier aura préalablement approuvé. Les rapports d'audit seront transmis au FIDA au plus tard trois mois après la clôture de chaque exercice.

19. Le RBM affectera des fonds aux organisations paysannes membres et partenaires du programme par l'intermédiaire de protocoles d'exécution signés. L'équipe de coordination technique régionale du RBM supervisera et consolidera les différents documents des organisations paysannes dans ses états financiers et réalisera des audits financiers à son niveau.

## V. Coût et financement indicatifs du programme

20. Le coût total du programme s'élève à 1 000 000 d'USD. Le FIDA fournira un financement de 750 000 USD sur trois ans, soit 75% du coût total du programme. Vingt-cinq pour cent du financement total, soit 250 000 USD, seront mobilisés par le RBM et ses membres comme cofinancement, sous la forme de cofinancements en nature pour les salaires et traitements, les déplacements et les opérations destinées à élaborer des cadres consultatifs et à favoriser les échanges entre parties prenantes.

Tableau 1  
**Coût par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>RBM</i>	<i>Total</i>
1. Composante 1	270	207	477
2. Composante 2	330	-	330
3. Composante 3	150	43	193
<b>Total</b>	<b>750</b>	<b>250</b>	<b>1 000</b>

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>RBM</i>	<i>Total</i>
1. Salaires, traitements et indemnités	65	43	108
2. Biens, services et intrants	479	85	564
3. Frais de voyage et indemnités	123	122	245
4. Services de consultants	28	-	28
5. Frais généraux	55	-	55
<b>Total</b>	<b>750</b>	<b>250</b>	<b>1 000</b>

## VI. Recommandation

21. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de contribuer au financement du programme L'eau pour la paix: Accès inclusif et durable à l'eau dans les zones pastorales touchées par des crises multidimensionnelles, accordera un don de sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (750 000 USD) au Réseau Billital Marobé, pour trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

## Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Development Objective</b>	Promote inter-community social cohesion between farmers and pastoralist in fragile contexts.	12,800 people supported by project activities (50% women, 60% young)	Supervisions missions and activity reports by RBM	Reducing competition over access to natural resources including water can reduce the frequency of conflicts and tensions between farmers and pastoralists in West Africa
<b>Outcomes</b>	<p><b>Component 1:</b> Increased number and employment of negotiated social agreements involving all stakeholders around the construction and management of pastoral infrastructure</p> <p>Improved access to water points which promotes livestock mobility and reduces conflicts linked to access to pastoral resources</p> <p><b>Component 2:</b> Improved availability and utilization of digital tools and services which improve the monitoring of and conditions for transhumant pastoralism</p>	<p><b>Component 1:</b> 10,000 people made aware of the need to rebuild the social pact, including through NRM (indicator disaggregated by gender and age)</p> <p>10 inclusive social agreements negotiated and validated as part of the construction of pastoral water infrastructure</p> <p>5 works in the 3 cross-border sub-areas (2 large size and 3 small size)</p> <p>40 km of marked transhumance route</p> <p><b>Component 2:</b> Number of people reached by related services (watch/alert and digital innovations and support for veterinary care)</p>	Supervisions missions and activity reports by RBM	<p>Hypothesis 1: Social agreements make it possible to obtain the support of all stakeholders in the process of creating pastoral water infrastructure.</p> <p>Hypothesis 2: Inclusive and equitable access to permanent water points makes it possible to secure livestock mobility and reduce conflicts linked to access to pastoral resources.</p> <p>Hypothesis 3: Monitoring/alert systems and digital innovations make it possible to improve the conditions for carrying out livestock farming and to fuel advocacy for the promotion of cross-border community public goods.</p>
<b>Outputs</b>	<p><b>Component 1:</b> Application and analysis of the effectiveness of innovative approaches to negotiating intercommunity social agreements linked to investments in hydraulic infrastructure</p> <p>Concerted implementation of pastoral hydraulic investments (wells, water troughs, temporary ponds) and transhumance corridors (marking of</p>	<p>Component 1: 10 trainers trained on the use of the module for social agreement negotiation</p> <p>10 representatives of the different bodies identified and trained as part of the module delivered to facilitators</p> <p>15 awareness raising missions aimed at establishing inclusive, negotiated and valid social agreements with in the framework of</p>	Supervisions missions and activity reports by RBM	

Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>transhumance corridors, access water points and livestock parking areas)</p> <p>Establishment of cross-border consultation mechanisms</p> <p><b>Component 2:</b> Dissemination of the “Transhumance Tracking Tool” aimed at better understanding transhumance and supporting local preventive responses to local stakeholders and decision-makers</p> <p>Betaclac application which makes it possible to monitor the state of health of each animal (vaccination, treatments), as well as information on its precise location</p> <p>Conclusion of contracts with private veterinarians and local animal health networks to ensure animal vaccination</p> <p>Support for transhumant herders to obtain civil status documents in host sites</p>	<p>construction of pastoral hydraulic infrastructures</p> <p>Tender documents launched and selection of suppliers for 5 hydraulics works (2 large size and 3 small size)</p> <p>5 NRM action plans developed</p> <p>3 priorities of action plans integrated into municipal development plans</p> <p><b>Component 2 :</b> 40 community relays/sentries put to use, 5 per sub-space</p> <p>1,000 new breeders supported by the Betaclac application</p> <p>60,000 cattle and 30,000 small ruminants vaccinated</p> <p>800 transhumant herders obtaining civil status documents</p>		